

## Thème n°15 sur 17

## Les causes exonératoires

### ► Définition des causes exonératoires :

Les causes exonératoires sont des comportements ou des événements dont l'admission par le juge a pour effet de décharger, totalement ou partiellement, l'administration de la responsabilité qui lui est imputée par la victime d'un préjudice.

\*

Parfois, d'autres faits interviennent dans la réalisation d'un dommage ou d'un préjudice.

Ils sont différents de celui de l'administration.

On les juge extérieurs à l'administration. On les qualifie de causes étrangères, de « cause exonératoires ».

\*

► **Question** : Quelles sont les causes exonératoires invocables devant le juge administratif ?

► **Réponse** : Les cause exonératoires invocables devant le juge administratif sont au nombre de quatre :

- La force majeure
- la faute de la victime
- Le cas fortuit
- Enfin, le fait d'un tiers.

\*

► **Question** : **Qui** a intérêt à invoquer une cause exonératoire ?

L'administration ou la victime ?

► **Réponse** : C'est bien sûr **l'administration** qui a intérêt à invoquer une cause exonératoire.

\*

**Deux causes exonératoires sont invocables dans tous les systèmes de responsabilité** : la force majeure et la faute de la victime.

**Deux autres causes exonératoires ne sont recevables que moyennant certaines distinctions** : le cas fortuit et le fait d'un tiers.

Une fois admise par le juge, une cause exonératoire peut avoir l'un ou l'autre des effets suivants :

- ➡ Soit la cause exonératoire a pour effet de décharger l'administration de toute responsabilité. **Exonération totale**, si elle est l'unique cause du dommage.
- ➡ Soit la cause exonératoire a pour effet d'atténuer seulement la responsabilité de l'administration. **Exonération partielle**, si elle a concouru avec le fait de l'administration à la réalisation du dommage.

\*

Une analyse plus précise, s'impose.

Passons en revue les quatre causes exonératoires invocables par l'administration.

### ① **Première cause exonératoire : la force majeure.**

C'est un événement imprévisible dans sa survenance, irrésistible dans ses effets et extérieur aux parties.

Quel que soit le système de responsabilité, (responsabilité pour faute ou responsabilité sans faute), la force majeure emporte exonération totale ou partielle, selon qu'elle est l'unique cause ou l'une des causes du dommage.

Toutefois, la force majeure est rarement admise par le juge.

\*

### ② **Deuxième cause exonératoire : la faute de la victime.**

Quel que soit le système de responsabilité, (responsabilité pour faute ou responsabilité sans faute), la faute de la victime entraîne une exonération totale ou partielle selon qu'elle est l'unique cause ou l'une des causes du dommage.

\*

### ③ **Troisième cause exonératoire : le cas fortuit.**

Selon une partie de la doctrine, c'est un événement imprévisible dans sa survenance et irrésistible dans ses effets.

Mais, contrairement à la force majeure, il n'est pas étranger au défendeur. Il ne serait donc pas, proprement qualifiable de cause étrangère.

Le Conseil d'État considère plutôt le cas fortuit comme une cause inconnue.

Le cas fortuit n'emporte exonération, totale ou partielle, que si l'on est sur le terrain de la responsabilité pour faute.

Bref, le cas fortuit n'est recevable que dans les cas de responsabilité pour faute.  
Et il est recevable dans tous les cas de responsabilité pour faute.

#### ④ Quatrième et dernière cause exonératoire : **le fait d'un tiers.**

Comme le cas fortuit, il n'entraîne une exonération, totale ou partielle, que si l'on est sur le terrain de la responsabilité pour faute.

Mais contrairement au cas fortuit, il n'a aucun effet exonératoire lorsque la responsabilité est fondée sur une présomption de faute.

Bref, le fait d'un tiers n'est recevable que dans les cas de responsabilité pour faute.

Mais, il n'est pas recevable dans tous les cas de responsabilité pour faute.

Il est irrecevable dans les cas de responsabilité pour faute présumée.

Exemple de responsabilité pour faute présumée : les dommages de travaux publics subis par les usagers d'un ouvrage public.

Nous y revenons dans le thème du même nom.

\*

► S'agissant du thème « Les causes exonératoires », **voilà tout ce qu'il y a lieu de retenir en vue de l'examen.**

\*\*\*/\*\*

*A. Coulibaly*

► **Version :**

**mardi 25 février 2025**